Industrie Canada Industry Canada

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

Rapport annuel 2008-2009

Canada

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) est un programme national offert dans l'ensemble des provinces et des territoires. Les institutions financières accordent aux petites entreprises des prêts à terme d'un montant maximal de 250 000 $ (au 1er avril 2009, ce montant est passé à 500 000 $, dont 350 000 $ au plus peuvent servir à financer des améliorations locatives et l'achat ou l'amélioration de matériel) pour l'achat de terrains, d'immeubles ou de matériel ou pour l'amélioration d'immeubles ou de matériel. Le gouvernement du Canada paie aux prêteurs 85 p. 100 des pertes admissibles sur les prêts en souffrance. Un des objectifs est l'effet d'accroissement, témoin de la capacité du Programme FPEC d'offrir aux petites et moyennes entreprises un financement auquel elles n'auraient pas accès autrement, ou seulement à des conditions moins intéressantes. Le recouvrement des coûts, c'est-à-dire l'équilibre entre le coût des indemnisations pour pertes sur prêts et les recettes perçues sur les prêts sur une période de 10 ans, est l'autre objectif.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)
Téléphone (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Télécopieur (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)
Télécopieur (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : 613-995-8552
Télécopieur : 613-947-7155
Courriel : multimedia.production@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en ligne à www.ic.gc.ca/lfpec.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

Nº de catalogue Iu185-1/2009
ISBN 978-1-100-50237-3
60646

Imprimé sur du papier recyclé à 20 %

Ministre de l'Industrie Minister of Industry

Ottawa, Canada K1A 0H5

J'ai l'honneur de présenter au Parlement le Rapport annuel 2008-2009 du Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC), conformément à l'article 20 de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*.

Pour de nombreuses entreprises comme pour l'économie canadienne, l'année écoulée a été difficile, en partie à cause d'un resserrement sans précédent des marchés du crédit. Ce rapport explique en détail comment Industrie Canada a aidé, en partenariat avec des établissements de crédit de l'ensemble du pays, les petites et moyennes entreprises (PME) à obtenir en 2008-2009 plus de 7 800 prêts d'une valeur globale de plus de 916 millions de dollars, favorisant ainsi la création de plus de 16 900 emplois au Canada.

Les petites et moyennes entreprises sont dynamiques et stimulent la croissance économique et la création d'emplois. Le budget de 2009 poursuit sur la lancée du plan économique à long terme exposé clairement par le gouvernement du Canada dans *Avantage Canada*. Il vise à améliorer l'accès au financement dans le cadre du Programme FPEC, en aidant les entreprises canadiennes à trouver le financement dont elles ont besoin pour investir, prospérer et créer des emplois.

Le Programme FPEC fait partie des programmes mis en place par le gouvernement pour encourager l'entrepreneuriat parmi les PME. Il vise à faire en sorte que les entreprises qui ont du mal à trouver du financement aient de bonnes chances d'obtenir les fonds dont elles ont besoin pour démarrer, prendre de l'expansion, accroître leur productivité et innover. Pour aider davantage les PME, le budget de 2009 prévoit relever le montant maximal de chaque prêt dans le cadre du Programme FPEC ainsi que la limite du remboursement au titre des pertes subies sur des prêts consentis après le 31 mars 2009.

Conscient, et reconnaissant, de l'apport important des PME à notre économie, le gouvernement du Canada reste pleinement déterminé à aider ces entreprises à croître et à prospérer. Cet engagement est d'autant plus important en raison des aléas de la conjoncture économique nationale et internationale dans laquelle les entreprises canadiennes évoluent.

Tony Clement

Canada

Table des matières

Faits saillants de l'exercice 2008-2009 1

1 Introduction 2

2 Principaux paramètres du Programme 3

3 Objectifs et incidences du Programme 4

4 Analyse du rendement du Programme 5

4.1 Activités du Programme 5

4.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme 10

5 Projet pilote de location-acquisition 11

5.1 Recettes et dépenses 11

5.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote 11

6 Modifications apportées au Programme FPEC 11

7 Deuxième examen détaillé 12

Appendice

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada — Tableaux 1 à 8 13

Projet pilote de location-acquisition — Tableau 9 26

Faits saillants de l'exercice 2008-2009

Les institutions financières ont consenti aux petites entreprises des prêts d'une valeur globale supérieure à 916 millions de dollars.

En tout, 7 846 prêts ont été consentis à des petites entreprises en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada,* le prêt moyen s'élevant à 116 801 $. Ces fonds ont servi au démarrage, à l'amélioration ou à la modernisation de petites entreprises ainsi qu'à l'achat de matériel.

Des indemnités d'une valeur totale de 106,4 millions de dollars ont été versées aux prêteurs.

Au total, 1 979 demandes d'indemnisation, d'une valeur moyenne de 53 787 $, ont été réglées pour des prêts enregistrés pendant la période allant de 1999 à 2009.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont bénéficié de la plus grande part du financement offert.

Les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont emprunté plus de 550 millions de dollars, soit 60 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis. Le principal secteur à avoir bénéficié du Programme est celui des services d'alimentation et de restauration, avec 33 p. 100 de la valeur globale des prêts accordés.

Plus de 16 900 emplois ont été créés.

Selon les estimations des emprunteurs, ces prêts ont permis de créer 16 908 emplois dans l'ensemble du pays, soit en moyenne 2,2 emplois par prêt.

Il est possible d'emprunter dans toutes les provinces et tous les territoires.

Au total, 1 139 prêteurs du secteur privé — répartis dans l'ensemble des provinces et des territoires — peuvent participer à ce programme de financement des petites entreprises.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada reste populaire.

Le site Web du Programme de financement des petites entreprises du Canada, qui est l'un des plus consultés d'Industrie Canada, a enregistré 184 929 visites, preuve du vif intérêt que suscite l'accès au financement.

1. Introduction

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) a pour objet d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à obtenir les capitaux qu'elles auraient sans doute du mal à obtenir autrement. En partageant le fardeau des risques associés aux prêts, le gouvernement du Canada et les prêteurs du secteur privé peuvent augmenter le montant du financement accordé aux petites entreprises.

Nature du Programme FPEC

Le Programme FPEC facilite l'octroi de prêts d'un montant maximal de 250 000 $ (au 1er avril 2009, ce montant est passé à 500 000 $, dont 350 000 $ au plus peuvent servir à financer des améliorations locatives et l'achat ou l'amélioration de matériel) consentis par des établissements qui prêtent aux PME au Canada. Un prêt enregistré dans le cadre de ce programme doit satisfaire à certaines exigences (voir la section 2 intitulée « Principaux paramètres du Programme »).

Les prêts consentis dans le cadre de ce programme doivent servir à financer des biens réels et du matériel ainsi que des améliorations locatives. Les éléments d'actif financés doivent servir à des activités commerciales menées au Canada.

Rôle du gouvernement fédéral

Industrie Canada administre le Programme FPEC, enregistre les prêts, perçoit les droits et les frais et rembourse aux prêteurs les parts admissibles des pertes sur prêts en souffrance. Cependant, le Programme n'approuve pas les demandes de prêts des emprunteurs et n'intervient pas dans l'administration des prêts. En enregistrant les prêts auprès du Programme FPEC, les prêteurs peuvent soumettre à Industrie Canada des demandes d'indemnisation en cas de pertes.

Rôle des prêteurs

Quelque 1 139 banques à charte, sociétés de crédit et caisses populaires participent à ce programme en offrant des services aux Canadiens dans toutes les provinces et tous les territoires.

Il appartient aux prêteurs de prendre toutes les décisions en matière de crédit, d'approuver les prêts, de verser les fonds, d'enregistrer les prêts auprès d'Industrie Canada, d'administrer les prêts et, en cas de manquement, de réaliser la sûreté. Chaque prêteur définit ses propres critères de prêt, tout en respectant les conditions du Programme FPEC. Une fois le prêt approuvé, ce sont les fonds du prêteur, et non pas du gouvernement, qui sont versés à l'emprunteur.

Dédommagement des prêteurs pour les prêts en souffrance

Lorsqu'un prêt est en souffrance, le prêteur doit réaliser toute sûreté prise pour garantir le prêt avant de présenter au Programme FPEC une demande d'indemnisation pour pertes accompagnée de toute la documentation nécessaire pour la justifier. Après analyse des renseignements fournis par le prêteur et approbation du remboursement, 85 p. 100 des pertes admissibles sont remboursées au prêteur. Si elle ne répond pas aux exigences du Programme, la réclamation peut être rajustée ou rejetée.

2. Principaux paramètres du Programme

Le Programme FPEC fonctionne selon les grands paramètres suivants.

Paramètre	Définition
Petites entreprises admissibles	• Les entreprises canadiennes à but lucratif exploitées au Canada. • Un chiffre d'affaires brut annuel inférieur ou égal à 5 millions de dollars. • Les entreprises agricoles et institutions religieuses ou de bienfaisance sont exclues.
Types d'actifs financés	• Matériel • Biens réels ou immeubles • Améliorations locatives • Droits d'enregistrement au Programme
Financement maximal	Un emprunteur ne peut avoir en cours, dans le cadre du Programme FPEC, des prêts ou des contrats de location-acquisition d'une valeur totale supérieure à 250 000 $. Pour les prêts consentis à compter du 1er avril 2009, le montant maximal est passé à 500 000 $, dont un maximum de 350 000 $ peut servir à financer des améliorations locatives et l'achat ou l'amélioration de matériel.
Pourcentage du coût des actifs financés	Le financement offert ne peut dépasser 90 p. 100 du coût admissible des actifs.
Taux d'intérêt maximal	• Taux variable : le taux maximal est égal au taux préférentiel du prêteur, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris). • Taux fixe : le taux maximal est égal au taux d'intérêt hypothécaire du prêteur applicable aux résidences unifamiliales, majoré de 3 p. 100 (frais d'administration de 1,25 p. 100 compris).
Durée des prêts	La durée maximale de tout prêt est de 10 ans à compter de la date à laquelle est prévu le premier paiement sur le principal.
Droits et frais	• Des droits correspondant à 2 p. 100 du montant financé sont versés lors de l'enregistrement. Ils peuvent être inclus dans le prêt accordé dans le cadre du Programme FPEC. • Des frais d'administration annuels de 1,25 p. 100 sur le solde des prêts doivent être versés. Ils peuvent être inclus dans le taux d'intérêt appliqué aux prêts.
Ratio de partage des pertes	Les pertes sur prêt admissibles sont réparties comme suit : 85 p. 100 au gouvernement et 15 p. 100 au prêteur.
Plafond des demandes d'indemnisation	Par période de cinq ans commençant le 1er avril 1999, la responsabilité du gouvernement du Canada envers un prêteur particulier consiste à verser les indemnisations admissibles (c.-à-d. 85 p. 100 des pertes admissibles) pour les prêts non remboursés jusqu'à un maximum global de : • 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 $ des prêts enregistrés; • 50 p. 100 de la deuxième tranche de 250 000 $; • 10 p. 100 de l'ensemble des prêts dépassant 500 000 $ pour les prêts consentis avant le 1er avril 2009 (12 p. 100 dans le cas des prêts accordés à compter de cette date).

3. Objectifs et incidences du Programme

Effet d'accroissement et recouvrement des coûts

Le Programme FPEC vise deux objectifs : l'effet d'accroissement et le recouvrement des coûts.

On entend par *effet d'accroissement* l'accès des PME à un financement qu'elles ne pourraient obtenir autrement ou seulement à des conditions moins avantageuses.

Les études montrent que les nouvelles entreprises et celles en démarrage ont beaucoup de mal à trouver des capitaux[1]. Par conséquent, le nombre d'entre elles qui bénéficient de prêts est un indicateur de l'effet d'accroissement. Entre 1999 et 2009, ces entreprises ont emprunté en moyenne 58 p. 100 de la valeur globale des prêts consentis, ce qui tend à confirmer l'effet d'accroissement du Programme.

On entend par *recouvrement des coûts* le fait que les recettes (droits d'enregistrement et frais d'administration) du Programme FPEC en compenseront les coûts (indemnités versées aux prêteurs). Sont exclus de cette équation les salaires et les dépenses de fonctionnement du Programme.

Pour la période allant de 2004 à 2009, les recettes du Programme FPEC s'élevaient à 207,2 millions de dollars, tandis que les dépenses totales au titre des indemnités versées atteignaient 220,8 millions de dollars, ce qui donne un coût net de 13,7 millions de dollars au 31 mars 2009. Pour la première période quinquennale du Programme FPEC (de 1999 à 2004), les dépenses étaient supérieures de 122,8 millions de dollars aux recettes au 31 mars 2009. Cette différence en coût net est attribuable à la période plus longue au cours de laquelle des indemnités ont été versées pour la première période quinquennale. Les tableaux 1a et 1b de l'appendice présentent le détail des recettes et des indemnités versées d'une année à l'autre.

Le rapport d'examen global portant sur la période 2004-2009 qui sera remis au Parlement avant le 31 mars 2010 dira dans quelle mesure on s'attend à ce que le Programme atteigne son objectif de recouvrement des coûts.

Création d'emplois

Les prêts consentis aux petites entreprises dans le cadre du Programme FPEC contribuent à améliorer l'emploi au Canada, ce qui signifie que les PME restent des moteurs de la création d'emplois. Les renseignements fournis par les emprunteurs sur leurs formulaires d'enregistrement de prêts permettent au Programme FPEC d'évaluer l'effet général sur l'emploi. En 2008-2009, les emprunteurs estimaient que ces prêts aideraient leurs entreprises à créer, au total, 16 908 emplois, soit 2,2 emplois par prêt. L'année précédente, en 2007-2008, ils estimaient ce chiffre à 2,3 emplois par prêt.

[1] Source : Programme de recherche sur le financement des PME, *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises,* décembre 2006.

4. Analyse du rendement du Programme

4.1 Activités du Programme

La Direction du Programme FPEC est chargée de l'administration du Programme (volet des prêts) et du Projet pilote de location-acquisition (PPLA). Ce dernier a pris fin le 31 mars 2007, mais la Direction continue de traiter les demandes d'indemnisation et de percevoir les recettes pour les contrats de location-acquisition conclus le 31 mars 2007 ou avant cette date (voir les détails sur le PPLA à la section 5 intitulée « Projet pilote de location-acquisition »).

La Direction employait 27 personnes à plein temps et disposait d'un budget annuel d'environ 2,9 millions de dollars. Les petites entreprises et les prêteurs lui ont adressé 3 128 demandes de renseignements par téléphone (ligne-info), par courriel (site Web) et par la poste. Le site Web du Programme a été consulté à 184 929 reprises, ce qui en fait l'un des sites Web d'Industrie Canada les plus interrogés.

Le tableau ci-dessous présente les activités relatives aux prêts et aux demandes d'indemnisation du Programme au cours des deux dernières années. Pour les détails annuels, se reporter au tableau 2 de l'appendice.

De 1999 à 2009, 113 850 prêts ont été consentis dans le cadre du Programme FPEC, pour une valeur globale de plus de 10,4 milliards de dollars.

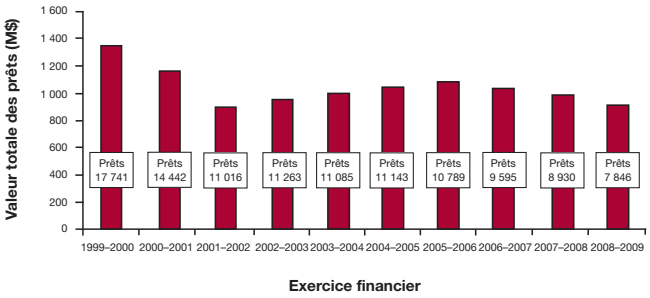
Activités du Programme FPEC

Transactions	2008-2009		2007-2008	
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)
Prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC	7 846	916 428,1	8 930	987 663,9
Demandes d'indemnisation dans le cadre du Programme FPEC	1 979	106 445,0	1 835	96 914,2
Demandes d'indemnisation dans le cadre du PPLA	105	3 893,7	36	690,7

Volumes de prêts et d'indemnisation

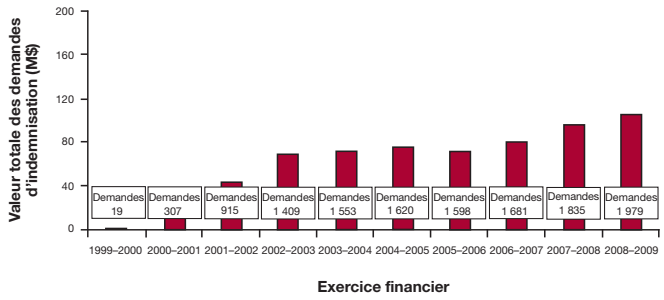
En 2008-2009, la valeur globale des prêts consentis par les prêteurs du secteur privé dans le cadre du Programme FPEC était supérieure à 916 millions de dollars. Bien que légèrement inférieure à celle de l'exercice précédent, cette somme représente une injection importante de nouveaux capitaux pour les PME. En tout, 7 846 prêts ont été consentis, soit environ 12 p. 100 de moins qu'en 2007-2008 (voir la figure 1a). Le montant moyen des prêts a augmenté de 4,6 p. 100, pour passer à 116 801 $. Il a fallu en moyenne moins de deux jours pour enregistrer les prêts.

Figure 1a : Nombre et valeur des prêts, Programme FPEC, 1999-2009



En 2008-2009, 1 979 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant global de 106,4 millions de dollars, soit en moyenne 53 787 $ par indemnité. Ces demandes d'indemnisation portaient sur des prêts en souffrance enregistrés au cours de la période de 10 ans allant de 1999 à 2009 (voir la figure 1b). La valeur des indemnités versées aux prêteurs en 2008-2009 a augmenté d'environ 9 p. 100 par rapport à l'exercice précédent. Les indemnités versées équivalaient à environ 93 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation soumises par les prêteurs. Le Programme FPEC a rejeté environ 7 p. 100 (153) des demandes d'indemnisation reçues, soit environ le même nombre que durant l'exercice précédent. Dans le cas du PPLA, 89 p. 100 (105) des demandes d'indemnisation ont été acceptées en 2008-2009. Le traitement d'une demande prenait en moyenne 23 jours, si le prêteur avait fourni toute la documentation nécessaire.

Figure 1b : Nombre et valeur des demandes d'indemnisation, Programme FPEC*, 1999-2009



**Le Programme FPEC est entré en vigueur le 1er avril 1999. Les demandes d'indemnisation sont généralement présentées dans les trois à quatre ans qui suivent l'octroi des prêts, ce qui explique le nombre croissant de demandes plus tard dans le cycle de vie du Programme.*

Pour plus de détails, voir le tableau 2 de l'appendice.

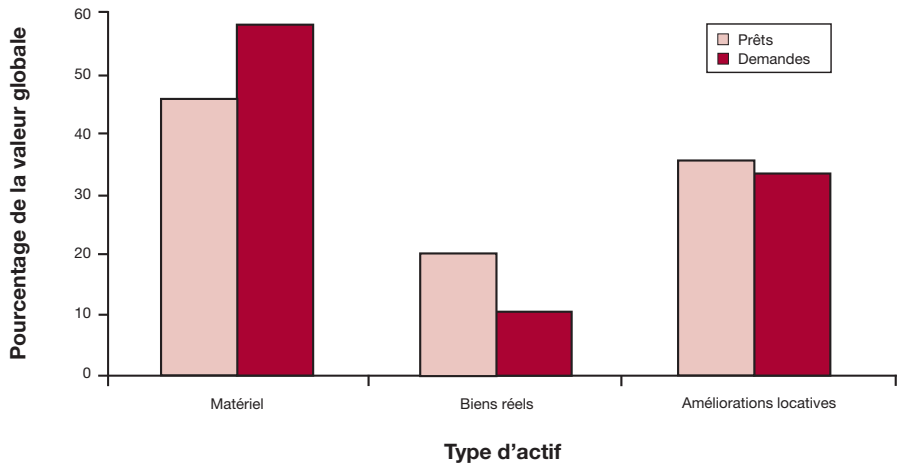
La Direction a reçu 18 appels de décisions rendues dans le cadre du Programme FPEC. Chaque appel est examiné en tenant compte de toute information ou clarification additionnelle. Au 31 mars 2009, ces appels étaient toujours en cours d'examen.

Prêts et demandes d'indemnisation par type d'actif

Dans le cadre du Programme FPEC, les petites entreprises cherchent à obtenir des capitaux pour acheter du matériel et des biens réels et pour financer des améliorations locatives. La figure 2 montre la répartition de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation par type d'actif en 2008-2009 :

- L'achat de matériel représentait la majeure partie de la valeur globale des prêts (45 p. 100) et des demandes d'indemnisation (57 p. 100).
- L'achat de biens réels représentait le plus faible pourcentage de la valeur globale des prêts (20 p. 100) et de la valeur globale des demandes d'indemnisation (10 p. 100).
- Les améliorations locatives représentaient 35 p. 100 de la valeur globale des prêts et 33 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation.

Figure 2 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le type d'actif, Programme FPEC, 2008-2009



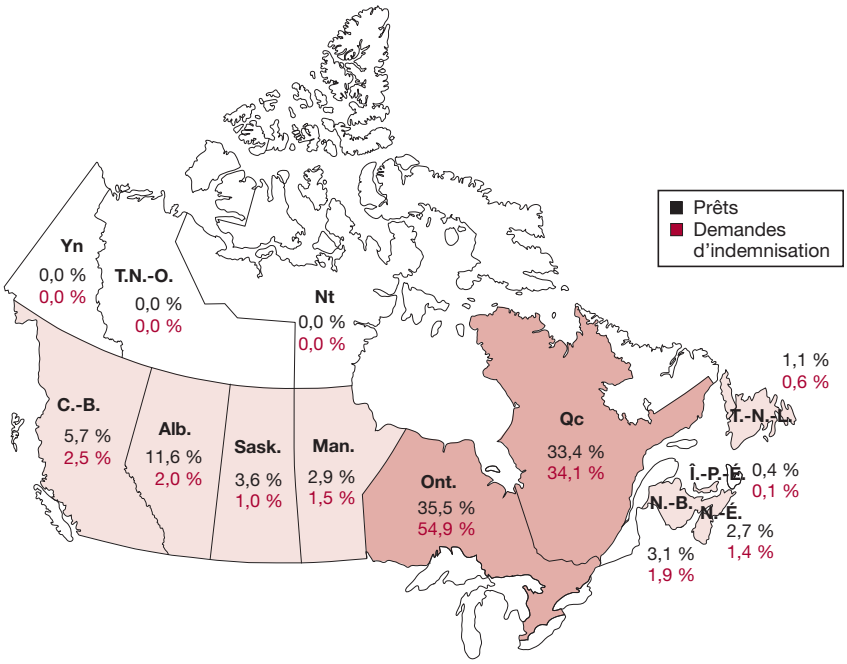
Pour plus de détails, voir le tableau 3 de l'appendice.

Prêts consentis dans chaque province et territoire

Grâce à son vaste réseau de prêteurs du secteur privé, le Programme FPEC est au service des petites entreprises canadiennes dans toutes les régions du pays. Le Programme dépend de la demande, et son utilisation varie en fonction des choix des prêteurs et des emprunteurs.

En 2008-2009, les provinces du Québec et de l'Ontario ont enregistré la plus grande part des prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC, pour une valeur totale de 632 millions de dollars, soit 69 p. 100 de la valeur globale. C'est en Ontario et au Québec que sont établies la majorité des PME canadiennes. La valeur totale des indemnités versées dans ces deux provinces s'élevait à 95 millions de dollars, soit 89 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation au cours de 2008-2009 (voir la figure 3 et le tableau 4 de l'appendice pour plus de détails).

Figure 3 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation par province et territoire, Programme FPEC, 2008-2009



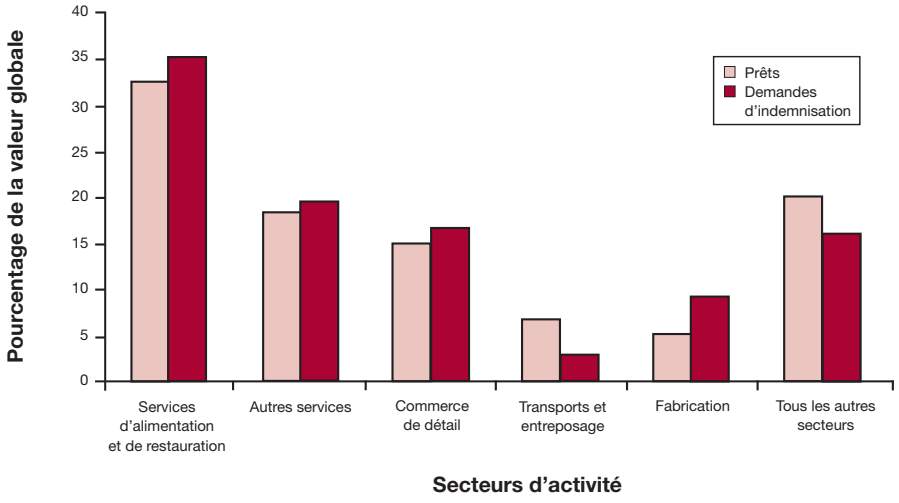
Prêts et demandes d'indemnisation par secteur d'activité

En 2008-2009, les quatre principaux secteurs d'activité par valeur des prêts étaient les suivants : services d'alimentation et de restauration (33 p. 100), commerce de détail (15 p. 100), transports et entreposage (7 p. 100) et fabrication (5 p. 100).

Au cours de la même période de référence, le montant des indemnités versées à ces secteurs était réparti ainsi : services d'alimentation et de restauration (35 p. 100), commerce de détail (17 p. 100), transports et entreposage (3 p. 100) et fabrication (9 p. 100).

Ensemble, ces quatre secteurs industriels représentaient 60 p. 100 de la valeur totale des prêts et 64 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation (voir la figure 4).

Figure 4 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, Programme FPEC, 2008-2009

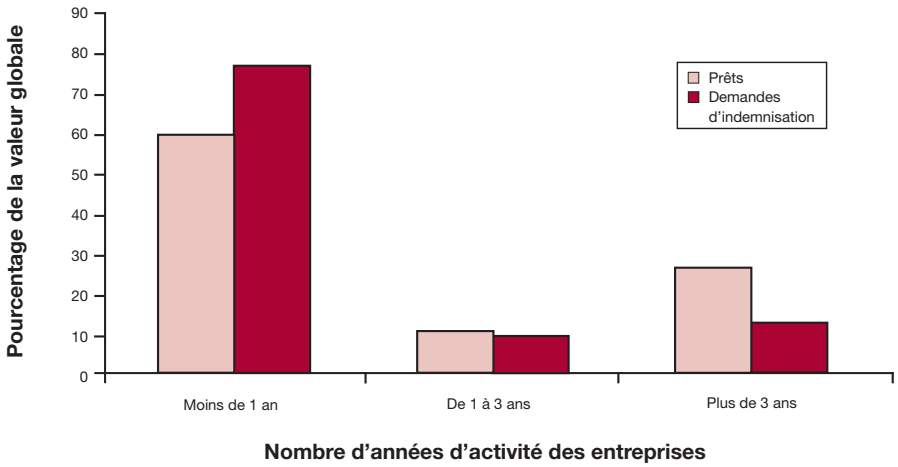


Pour plus de détails, voir le tableau 5 de l'appendice.

Prêts et demandes d'indemnisation selon le nombre d'années d'activité des entreprises

En 2008-2009, les entreprises en démarrage et les nouvelles entreprises ont emprunté dans le cadre du Programme 550,9 millions de dollars, soit 60 p. 100 de la valeur globale des prêts ainsi consentis (voir la figure 5 et le tableau 6 de l'appendice). Au cours du même exercice, 77 p. 100 des demandes d'indemnisation concernaient ces entreprises. Ces pourcentages sont restés sensiblement les mêmes depuis la création du Programme, il y a 10 ans.

Figure 5 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon le nombre d'années d'activité des entreprises, Programme FPEC, 2008-2009



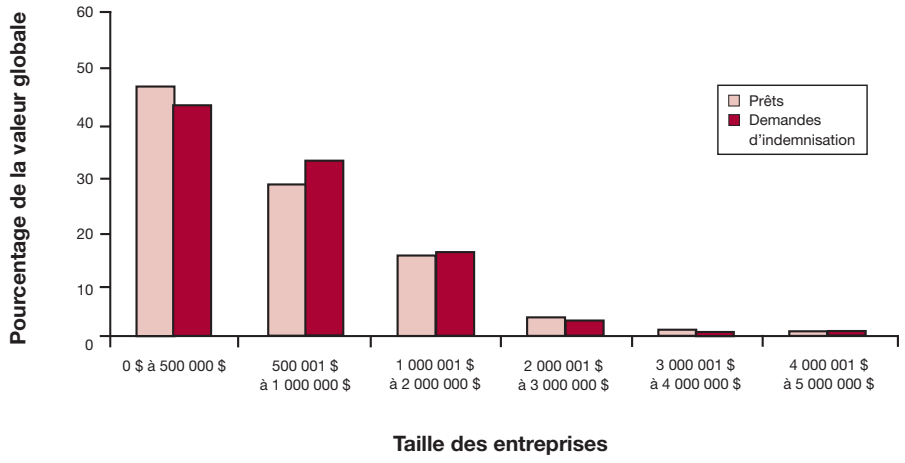
Pour plus de détails, voir le tableau 6 de l'appendice.

Prêts et demandes d'indemnisation selon le type et la taille des entreprises

En 2008-2009, les entreprises non franchisées représentaient 76 p. 100 de la valeur totale des prêts, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne sur 10 ans, et 79 p. 100 de la valeur des demandes d'indemnisation, ce qui correspond à la moyenne sur 10 ans. Quant aux entreprises franchisées, elles ont reçu 24 p. 100 de la valeur globale des prêts, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne sur 10 ans, et 21 p. 100 de la valeur globale des demandes d'indemnisation, ce qui correspond à la moyenne sur 10 ans. Pour plus de détails, voir le tableau 7 de l'appendice.

Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel était inférieur ou égal à 1 million de dollars représentaient 77 p. 100 de la valeur des prêts consentis en 2008-2009 (voir la figure 6) et 78 p. 100 des indemnités versées, ce qui correspond à la tendance sur 10 ans.

Figure 6 : Pourcentage de la valeur globale des prêts et des demandes d'indemnisation selon la taille des entreprises*, Programme FPEC, 2008-2009



** D'après les prévisions de recettes de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*

Pour plus de détails, voir le tableau 8 de l'appendice.

4.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme

La *Loi sur le financement des petites entreprises* du Canada limite à 1,5 milliard de dollars[2] la responsabilité globale de l'État par période de cinq années consécutives pour les indemnités versées au titre des prêts en souffrance. Pour les prêts accordés entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2009, c'est-à-dire la période quinquennale actuelle, la responsabilité maximale s'élevait à 667,4 millions de dollars au 31 mars 2009, ce qui est nettement inférieur à la limite prévue par la Loi.

[2] La responsabilité maximale du gouvernement du Canada équivaut à la somme de sa responsabilité éventuelle envers chaque prêteur, par période de prêt, plafonnée selon la formule 90-50-10. Cette formule limite ainsi la responsabilité de l'État envers tous les prêteurs. Voir les détails du calcul de cette formule à la section 2, intitulée « Principaux paramètres du Programme ».

On entend par responsabilité éventuelle le montant maximal que le gouvernement pourrait être appelé à verser aux prêteurs si tous les prêts se trouvaient en souffrance en même temps. La responsabilité éventuelle est la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale moins les pertes remboursées par le gouvernement, ou 85 p. 100 du solde des prêts en cours. En ce qui concerne les prêts accordés entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2009, le solde de la responsabilité éventuelle de l'État s'élevait à 461,1 millions de dollars au 31 mars 2009.

5. Projet pilote de location-acquisition

Le Projet pilote de location-acquisition (PPLA), projet quinquennal, s'est terminé le 31 mars 2007. En ce qui a trait à la viabilité et à l'utilité du Programme FPEC pour la location-acquisition, des études sur ce projet pilote montrent que le marché répond dans une large mesure aux besoins des petites entreprises canadiennes en matière de location-acquisition, et ce, sans aide du gouvernement. Cependant, la Direction du Programme FPEC continue de régler les demandes d'indemnisation et de percevoir les frais d'administration pour les contrats enregistrés au plus tard le 31 mars 2007.

5.1 Recettes et dépenses

Pour la période allant de 2002 à 2009, les recettes s'élevaient à 6 millions de dollars et les dépenses totales en indemnités versées, à 5,5 millions de dollars, ce qui donne un solde net de 0,5 million de dollars. En tout, 105 demandes d'indemnisation ont été réglées en 2008-2009, pour un total de 3,9 millions de dollars. Pour plus de détails, voir le tableau 9 de l'appendice.

5.2 Responsabilité de l'État dans le cadre du Projet pilote

La responsabilité du gouvernement du Canada dans le cadre du PPLA a été plafonnée à 400 millions de dollars. Cependant, à la fin du PPLA, la responsabilité maximale s'élevait à 15,7 millions de dollars, ce qui est bien inférieur à la limite fixée. Au 31 mars 2009, le solde de la responsabilité éventuelle de l'État était évalué à 10,9 millions de dollars.

La responsabilité éventuelle est le montant maximal que le gouvernement pourrait être appelé à verser aux locateurs si tous les contrats de location-acquisition venaient à ne pas être respectés simultanément. La responsabilité éventuelle est la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale moins les pertes remboursées par le gouvernement, ou 85 p. 100 du solde des contrats de location-acquisition en cours.

6. Modifications apportées au Programme FPEC

Le 1er avril 2009, plusieurs changements apportés au Programme FPEC sont entrés en vigueur, comme la mise en œuvre d'une série de modifications à la réglementation, l'augmentation du montant maximal des prêts et le relèvement de la responsabilité maximale pour chaque prêteur utilisant le Programme.

Les modifications à la réglementation font partie des améliorations continues apportées au Programme FPEC et répondent aux préoccupations soulevées dans le dernier examen global (1999-2004) du Programme. Elles visent principalement à réduire le fardeau administratif, à

simplifier les processus afin qu'ils soient davantage conformes aux pratiques d'octroi de prêts courantes et à clarifier certains articles de la réglementation existante.

Le montant maximal des prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC est passé de 250 000 $ à 500 000 $, dont 350 000 $ au plus peuvent servir à financer des améliorations locatives et l'achat de matériel. Comme le montant maximal des prêts n'avait pas changé depuis 1993, cette augmentation permettra à un plus grand nombre de petites entreprises d'avoir accès aux capitaux dont elles ont besoin, pour une somme correspondant davantage aux prix du marché. Cette mesure facilitera le démarrage, la modernisation et l'expansion des PME, ce qui stimulera davantage l'économie canadienne.

Enfin, la responsabilité maximale de tout prêteur qui recourt au Programme a augmenté, passant de 10 p. 100 à 12 p. 100 de la valeur de son portefeuille supérieure à 500 000 $ (voir les détails du calcul de cette formule à la section 2, intitulée « Principaux paramètres du Programme »). En relevant le plafond, le gouvernement du Canada accepte plus de risques et s'expose davantage à des défauts de paiement, ce qui rend le Programme FPEC plus intéressant pour les prêteurs lorsqu'ils évaluent les possibilités de financement des PME.

7. Deuxième examen détaillé

Ainsi que l'exige la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada,* Industrie Canada préparera en 2009-2010 un rapport d'examen détaillé du Programme FPEC. Un tel examen doit être effectué tous les cinq ans et doit être déposé au Parlement dans les 12 mois suivant la fin de la période visée par l'examen. Le prochain examen portera sur la période de prêts allant de 2004 à 2009 et sera déposé avant le 31 mars 2010. Il aidera le Ministère à suivre et à évaluer le rendement opérationnel et financier du Programme, et notamment à voir :

- dans quelle mesure le Programme atteint ses objectifs relatifs à l'effet d'accroissement et au recouvrement des coûts;
- l'utilité du Programme et les problèmes à surmonter pour répondre aux besoins financiers des PME dans une conjoncture en évolution constante;
- les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter afin de maintenir et d'améliorer le Programme.

Appendice

Loi sur le financement des petites entreprises du Canada – Tableaux 1 à 8
Projet pilote de location-acquisition – Tableau 9

NOTA : Les données annuelles des exercices financiers de la période allant de 1999 à 2008 sont fournies dans les rapports annuels antérieurs (www.ic.gc.ca/lfpec).

Tableau 1a : Recettes et dépenses liées aux prêts entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2004 — Programme FPEC

Exercice	Valeur des prêts (milliers de dollars)	Recettes* et dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)										Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	
1999-2000	1 352 320,5	Droits et frais	33 425,9	12 973,2	10 293,6	7 275,7	4 784,4	2 821,9	1 735,1	1 023,4	587,6	306,4	75 227,1
		Demandes d'indemnisation	(494,6)	(14 258,3)	(33 482,9)	(32 250,9)	(17 261,3)	(8 954,4)	(4 043,5)	(1 855,6)	(950,7)	(549,2)	(114 101,3)
		Flux de trésorerie annuel	32 931,3	(1 285,1)	(23 189,3)	(24 975,2)	(12 476,9)	(6 132,6)	(2 308,4)	(832,2)	(363,1)	(242,8)	(38 874,3)
2000-2001	1 159 048,0	Droits et frais		30 164,6	10 918,9	8 600,7	6 180,5	3 988,7	2 230,7	1 317,1	790,4	454,4	64 646,0
		Demandes d'indemnisation		(510,7)	(9 641,2)	(28 589,5)	(28 592,6)	(18 355,8)	(6 908,0)	(3 838,5)	(1 809,8)	(561,4)	(98 807,4)
		Flux de trésorerie annuel		29 653,9	1 277,7	(19 988,8)	(22 412,1)	(14 367,0)	(4 677,3)	(2 521,4)	(1 019,3)	(107,0)	(34 161,5)
2001-2002	899 247,6	Droits et frais			23 356,7	8 215,8	6 570,9	4 659,4	2 900,1	1 578,3	955,9	573,6	48 810,7
		Demandes d'indemnisation			(320,2)	(7 569,1)	(18 089,6)	(19 614,8)	(8 116,7)	(5 651,0)	(2 782,0)	(1 188,3)	(63 331,6)
		Flux de trésorerie annuel			23 036,5	646,7	(11 518,7)	(14 955,4)	(5 216,6)	(4 072,6)	(1 826,0)	(614,7)	(14 520,9)
2002-2003	951 159,1	Droits et frais				24 339,4	8 523,5	6 671,2	4 502,5	2 694,5	1 486,7	893,7	49 111,5
		Demandes d'indemnisation				(381,8)	(7 426,4)	(19 959,3)	(16 664,3)	(8 477,6)	(5 432,4)	(2 980,1)	(61 321,8)
		Flux de trésorerie annuel				23 957,7	1 097,2	(13 288,1)	(12 161,8)	(5 783,1)	(3 945,7)	(2 086,4)	(12 210,2)
2003-2004	999 868,3	Droits et frais					25 485,6	8 518,5	6 333,7	4 104,4	2 497,6	1 363,5	48 303,3
		Demandes d'indemnisation					(292,8)	(8 837,8)	(24 261,5)	(19 332,9)	(11 245,3)	(7 316,1)	(71 286,5)
		Flux de trésorerie annuel					25 192,8	(319,3)	(17 927,8)	(15 228,5)	(8 747,7)	(5 952,6)	(22 983,2)
Total	**5 361 643,4**	**Droits et frais**	**33 425,9**	**43 137,8**	**44 569,2**	**48 431,5**	**51 544,9**	**26 659,7**	**17 702,1**	**10 717,8**	**6 318,2**	**3 591,5**	**286 098,5**
		Demandes d'indemnisation	**(494,6)**	**(14 769,0)**	**(43 444,3)**	**(68 791,3)**	**(71 662,7)**	**(75 722,1)**	**(59 994,0)**	**(39 155,5)**	**(22 220,0)**	**(12 595,0)**	**(408 848,7)**
		Flux de trésorerie annuel	**32 931,3**	**28 368,8**	**1 124,9**	**(20 359,8)**	**(20 117,7)**	**(49 062,4)**	**(42 292,0)**	**(28 437,8)**	**(15 901,9)**	**(9 003,6)**	**(122 750,1)**

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 p. 100 et des frais d'administration de 1,25 p. 100.*

Tableau 1b : Recettes et dépenses liées aux prêts entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2009 — Programme FPEC

Exercice	Valeur des prêts (milliers de dollars)	Recettes* et dépenses	Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars)					Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars)
			2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	
2004-2005	1 041 316,0	Droits et frais	27 181,8	10 259,1	8 057,4	5 820,7	3 721,4	55 040,5
		Demandes d'indemnisation	(738,0)	(11 226,1)	(23 552,2)	(21 001,2)	(14 132,3)	(70 649,9)
		Flux de trésorerie annuel	26 443,8	(967,0)	(15 494,8)	(15 180,5)	(10 411,0)	(15 609,4)
2005-2006	1 087 451,8	Droits et frais		28 405,9	10 329,2	8 108,7	5 666,1	52 509,9
		Demandes d'indemnisation		(459,1)	(16 418,7)	(33 349,0)	(26 387,7)	(76 614,6)
		Flux de trésorerie annuel		27 946,8	(6 089,5)	(25 240,4)	(20 721,6)	(24 104,7)
2006-2007	1 024 535,8	Droits et frais			26 558,6	9 393,0	7 137,9	43 089,5
		Demandes d'indemnisation			(1 162,9)	(18 812,1)	(32 471,1)	(52 446,2)
		Flux de trésorerie annuel			25 395,6	(9 419,1)	(25 333,2)	(9 356,7)
2007-2008	987 663,9	Droits et frais				25 379,6	8 473,7	33 853,3
		Demandes d'indemnisation				(958,6)	(19 086,6)	(20 045,2)
		Flux de trésorerie annuel				24 421,0	(10 612,9)	13 808,1
2008-2009	916 428,1	Droits et frais					22 691,1	22 691,1
		Demandes d'indemnisation					(1 088,5)	(1 088,5)
		Flux de trésorerie annuel					21 602,6	21 602,6
Total	**5 057 395,5**	**Droits et frais**	**27 181,8**	**38 665,0**	**44 945,2**	**48 702,0**	**47 690,2**	**207 184,2**
		Demandes d'indemnisation	**(738,0)**	**(11 685,2)**	**(41 133,8)**	**(74 121,0)**	**(93 166,2)**	**(220 844,3)**
		Flux de trésorerie annuel	**26 443,8**	**26 979,8**	**3 811,4**	**(25 419,0)**	**(45 476,0)**	**(13 660,1)**

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 p. 100 et des frais d'administration de 1,25 p. 100.*

Tableau 2 : Résumé des activités financières par exercice — Programme FPEC

Exercice	Prêts			Recettes	Dépenses				Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars)
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Valeur moyenne (milliers de dollars)	Droits et frais (milliers de dollars)	Nombre de demandes d'indemnisation	Demandes d'indemnisation réglées (milliers de dollars)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Dépenses globales (milliers de dollars)	
1999-2000	17 741	1 352 320,5	76,2	33 425,9	19	494,6		494,6	32 931,3
2000-2001	14 442	1 159 048,0	80,3	43 137,8	307	14 769,0		14 769,0	28 368,8
2001-2002	11 016	899 247,6	81,6	44 569,2	915	43 466,0	(21,7)	43 444,3	1 124,9
2002-2003	11 263	951 159,1	84,4	48 431,5	1 409	68 891,6	(100,4)	68 791,3	(20 359,8)
2003-2004	11 085	999 868,3	90,2	51 544,9	1 553	71 949,1	(286,5)	71 662,7	(20 117,7)
2004-2005	11 143	1 041 316,0	93,5	53 838,8	1 620	76 872,6	(412,4)	76 460,1	(22 621,3)
2005-2006	10 789	1 087 451,8	100,8	56 367,1	1 598	72 065,5	(386,3)	71 679,3	(15 312,2)
2006-2007	9 595	1 024 535,8	106,8	55 664,1	1 681	80 855,9	(566,5)	80 289,4	(24 625,3)
2007-2008	8 930	987 663,9	110,6	55 020,2	1 835	96 914,2	(573,2)	96 341,1	(41 320,9)
2008-2009	7 846	916 428,1	116,8	51 282,0	1 979	106 445,0	(683,8)	105 761,3	(54 479,2)
Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**91,5**	**493 281,5**	**12 916**	**632 723,6**	**(3 030,6)**	**629 693,0**	**(136 411,5)**

Tableau 3 : Prêts et demandes d'indemnisation selon le type d'actif, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Type d'actif*	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Matériel	**1999-2008**	68 732	5 358 265,5	56,4	78,0	7 279	339 531,4	64,5	46,6
	2008-2009	4 459	412 004,2	45,0	92,4	1 180	60 494,2	56,8	51,3
	Total partiel	73 191	5 770 269,7	55,4	78,8	8 459	400 025,6	63,2	47,3
Biens réels	**1999-2008**	18 709	1 992 251,6	21,0	106,5	1 044	46 497,5	8,8	44,5
	2008-2009	1 183	183 450,2	20,0	155,1	189	11 108,0	10,4	58,8
	Total partiel	19 892	2 175 701,8	20,9	109,4	1 233	57 605,5	9,1	46,7
Améliorations locatives	**1999-2008**	18 563	2 152 093,8	22,6	115,9	2 614	140 249,7	26,6	53,7
	2008-2009	2 204	320 973,7	35,0	145,6	610	34 842,9	32,7	57,1
	Total partiel	20 767	2 473 067,4	23,7	119,1	3 224	175 092,6	27,7	54,3
Total**	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total**	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** Comme les prêts peuvent servir à des fins multiples, un prêt donné est associé à un type d'actif si plus de la moitié des fonds ont été consacrés à ce type d'actif.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 4 : Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Province ou territoire	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Terre-Neuve-et-Labrador	1999-2008	2 151	154 587,3	1,6	71,9	98	3 477,1	0,7	35,5
	2008-2009	112	9 996,7	1,1	89,3	19	645,9	0,6	34,0
	Total partiel	2 263	164 583,9	1,6	72,7	117	4 123,0	0,7	35,2
Île-du-Prince-Édouard	1999-2008	592	46 800,0	0,5	79,1	39	1 303,2	0,2	33,4
	2008-2009	32	3 844,3	0,4	120,1	3	103,2	0,1	34,4
	Total partiel	624	50 644,3	0,5	81,2	42	1 406,4	0,2	33,5
Nouvelle-Écosse	1999-2008	3 790	292 576,4	3,1	77,2	281	8 464,2	1,6	30,1
	2008-2009	272	24 427,9	2,7	89,8	48	1 519,8	1,4	31,7
	Total partiel	4 062	317 004,3	3,0	78,0	329	9 984,0	1,6	30,3
Nouveau-Brunswick	1999-2008	3 615	292 027,3	3,1	80,8	303	12 325,1	2,3	40,7
	2008-2009	327	28 126,5	3,1	86,0	58	2 009,4	1,9	34,6
	Total partiel	3 942	320 153,8	3,1	81,2	361	14 334,5	2,3	39,7
Québec	1999-2008	38 487	3 149 178,3	33,1	81,8	3 735	162 888,8	31,0	43,6
	2008-2009	2 650	306 245,8	33,4	115,6	679	36 341,5	34,1	53,5
	Total partiel	41 137	3 455 424,1	33,2	84,0	4 414	199 230,3	31,5	45,1
Ontario	1999-2008	28 809	3 129 302,1	32,9	108,6	4 774	268 104,9	50,9	56,2
	2008-2009	2 435	325 398,9	35,5	133,6	991	58 404,8	54,9	58,9
	Total partiel	31 244	3 454 701,0	33,2	110,6	5 765	326 509,7	51,6	56,6
Manitoba	1999-2008	3 812	291 795,6	3,1	76,5	270	9 109,0	1,7	33,7
	2008-2009	304	26 641,7	2,9	87,6	36	1 627,0	1,5	45,2
	Total partiel	4 116	318 437,2	3,1	77,4	306	10 735,9	1,7	35,1
Saskatchewan	1999-2008	4 721	345 100,7	3,6	73,1	232	7 754,8	1,5	33,4
	2008-2009	344	33 238,7	3,6	96,6	20	1 026,6	1,0	51,3
	Total partiel	5 065	378 339,4	3,6	74,7	252	8 781,4	1,4	34,8

Tableau 4 (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Province ou territoire	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Alberta	**1999-2008**	11 474	1 064 984,2	11,2	92,8	644	28 850,3	5,5	44,8
	2008-2009	895	106 357,7	11,6	118,8	56	2 128,7	2,0	38,0
	Total partiel	12 369	1 171 341,9	11,2	94,7	700	30 979,0	4,9	44,3
Colombie-Britannique	**1999-2008**	8 346	717 283,5	7,5	85,9	557	23 646,6	4,5	42,5
	2008-2009	471	51 813,9	5,7	110,0	69	2 638,2	2,5	38,2
	Total partiel	8 817	769 097,4	7,4	87,2	626	26 284,8	4,2	42,0
Yukon	**1999-2008**	83	7 549,1	0,1	91,0	2	90,7	0,0	45,4
	2008-2009	2	59,6	0,0	29,8	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	85	7 608,7	0,1	89,5	2	90,7	0,0	45,4
Territoires du Nord-Ouest	**1999-2008**	117	10 535,3	0,1	90,0	1	198,3	0,0	198,3
	2008-2009	2	276,6	0,0	138,3	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	119	10 811,9	0,1	90,9	1	198,3	0,0	198,3
Nunavut	**1999-2008**	7	891,0	0,0	127,3	1	65,7	0,0	65,7
	2008-2009	0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0
	Total partiel	7	891,0	0,0	127,3	1	65,7	0,0	65,7
Total*	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 5 : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Secteur d'activité	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Services d'hébergement	**1999-2008**	1 300	164 574,9	1,7	126,6	61	3 480,4	0,7	57,1
	2008-2009	76	12 632,6	1,4	166,2	11	778,3	0,7	70,8
	Total partiel	1 376	177 207,5	1,7	128,8	72	4 258,7	0,7	59,1
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	**1999-2008**	1 020	71 746,6	0,8	70,3	95	3 733,5	0,7	39,3
	2008-2009	69	6 799,9	0,7	98,5	6	301,9	0,3	50,3
	Total partiel	1 089	78 546,5	0,8	72,1	101	4 035,4	0,6	40,0
Agriculture (activités de soutien), foresterie, pêche et chasse	**1999-2008**	5 589	452 508,9	4,8	81,0	328	15 191,1	2,9	46,3
	2008-2009	239	19 758,2	2,2	82,7	76	3 657,7	3,4	48,1
	Total partiel	5 828	472 267,1	4,5	81,0	404	18 848,8	3,0	46,7
Arts, spectacles et loisirs	**1999-2008**	2 353	238 231,7	2,5	101,2	435	21 465,5	4,1	49,3
	2008-2009	157	20 325,2	2,2	129,5	72	3 828,0	3,6	53,2
	Total partiel	2 510	258 556,9	2,5	103,0	507	25 293,5	4,0	49,9
Construction	**1999-2008**	6 025	384 802,1	4,0	63,9	263	10 135,7	1,9	38,5
	2008-2009	488	39 082,4	4,3	80,1	27	1 726,8	1,6	64,0
	Total partiel	6 513	423 884,5	4,1	65,1	290	11 862,5	1,9	40,9
Services éducatifs	**1999-2008**	877	79 215,0	0,8	90,3	78	3 494,7	0,7	44,8
	2008-2009	64	8 283,2	0,9	129,4	24	950,0	0,9	39,6
	Total partiel	941	87 498,2	0,8	93,0	102	4 444,7	0,7	43,6
Finances et assurances	**1999-2008**	472	38 703,5	0,4	82,0	27	977,7	0,2	36,2
	2008-2009	34	4 629,9	0,5	136,2	8	241,0	0,2	30,1
	Total partiel	506	43 333,4	0,4	85,6	35	1 218,7	0,2	34,8
Services d'alimentation et de restauration	**1999-2008**	19 056	2 364 975,4	24,9	124,1	3 156	174 573,0	33,2	55,3
	2008-2009	1 934	302 401,3	33,0	156,4	609	36 960,3	34,7	60,7
	Total partiel	20 990	2 667 376,7	25,6	127,1	3 765	211 533,3	33,4	56,2

Tableau 5 (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Secteur d'activité	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Soins de santé et assistance sociale	**1999–2008**	2 371	231 510,5	2,4	97,6	216	9 298,1	1,8	43,0
	2008-2009	195	24 228,1	2,6	124,2	17	983,2	0,9	57,8
	Total partiel	2 566	255 738,6	2,5	99,7	233	10 281,3	1,6	44,1
Industries de l'information et culturelles	**1999-2008**	519	39 944,3	0,4	77,0	80	3 176,2	0,6	39,7
	2008-2009	21	2 452,5	0,3	116,8	6	346,1	0,3	57,7
	Total partiel	540	42 396,8	0,4	78,5	86	3 522,3	0,6	41,0
Fabrication	**1999-2008**	8 434	790 443,7	8,3	93,7	1 250	69 428,1	13,2	55,5
	2008-2009	424	48 789,2	5,3	115,1	171	9 944,3	9,3	58,2
	Total partiel	8 858	839 232,9	8,1	94,7	1 421	79 372,4	12,5	55,9
Exploitation minière, pétrolière et gazière	**1999-2008**	1 438	133 062,4	1,4	92,5	27	1 179,4	0,2	43,7
	2008-2009	128	12 479,0	1,4	97,5	0	0	0	0
	Total partiel	1 566	145 541,4	1,4	92,9	27	1 179,4	0,2	43,7
Autres services	**1999-2008**	19 679	1 634 790,7	17,2	83,1	1 565	71 908,6	13,7	45,9
	2008-2009	1 611	171 425,1	18,7	106,4	384	21 022,1	19,7	54,7
	Total partiel	21 290	1 806 215,8	17,3	84,8	1 949	92 930,7	14,7	47,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	**1999-2008**	3 725	276 821,7	2,9	74,3	348	13 721,8	2,6	39,4
	2008-2009	164	15 746,2	1,7	96,0	28	1 444,7	1,4	51,6
	Total partiel	3 889	292 567,9	2,8	75,2	376	15 166,6	2,4	40,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	**1999-2008**	1 138	109 806,8	1,2	96,5	190	8 218,6	1,6	43,3
	2008-2009	52	6 778,8	0,7	130,4	26	1 139,8	1,1	43,8
	Total partiel	1 190	116 585,6	1,1	98,0	216	9 358,4	1,5	43,3
Commerce de détail	**1999-2008**	15 997	1 400 617,1	14,7	87,6	1 935	85 551,7	16,3	44,2
	2008-2009	1 169	140 812,3	15,4	120,5	358	17 921,8	16,8	50,1
	Total partiel	17 166	1 541 429,5	14,8	89,8	2 293	103 473,4	16,4	45,1

Tableau 5 (suite) : Prêts et demandes d'indemnisation selon le secteur d'activité, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Secteur d'activité	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Transports et entreposage	**1999-2008**	13 636	898 482,6	9,5	65,9	595	15 729,7	3,0	26,4
	2008-2009	880	64 065,6	7,0	72,8	123	3 215,1	3,0	26,1
	Total partiel	14 516	962 548,2	9,2	66,3	718	18 944,9	3,0	26,4
Services publics	**1999-2008**	422	31 824,6	0,3	75,4	16	814,2	0,2	50,9
	2008-2009	28	2 609,7	0,3	93,2	4	98,2	0,1	24,5
	Total partiel	450	34 434,3	0,3	76,5	20	912,4	0,1	45,6
Commerce de gros	**1999-2008**	1 953	160 548,3	1,7	82,2	272	14 200,5	2,7	52,2
	2008-2009	113	13 128,7	1,4	116,2	29	1 885,7	1,8	65,0
	Total partiel	2 066	173 677,0	1,7	84,1	301	16 086,2	2,5	53,4
Total*	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 6 : Prêts et demandes d'indemnisation selon le nombre d'années d'activité des entreprises, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Nombre d'années d'activité	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Moins de 1 an	**1999-2008**	54 555	5 528 650,1	58,2	101,3	8 129	417 488,4	79,3	51,4
	2008-2009	4 248	550 886,6	60,1	129,7	1 468	81 755,5	76,8	55,7
	Total partiel	58 803	6 079 536,6	58,4	103,4	9 597	499 243,9	78,9	52,0
De 1 à 3 ans	**1999-2008**	15 049	1 120 663,0	11,8	74,5	1 385	52 657,0	10,0	38,0
	2008-2009	1 040	104 918,9	11,4	100,9	224	9 823,9	9,2	43,9
	Total partiel	16 089	1 225 581,9	11,8	76,2	1 609	62 480,9	9,9	38,8
Plus de 3 ans	**1999-2008**	36 400	2 853 297,9	30,0	78,4	1 423	56 133,1	10,7	39,4
	2008-2009	2 558	260 622,6	28,4	101,9	287	14 865,7	14,0	51,8
	Total partiel	38 958	3 113 920,4	29,9	79,9	1 710	70 998,8	11,2	41,5
Total*	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 7 : Prêts et demandes d'indemnisation par type d'exploitation, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Type d'exploitation	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
Entreprises franchisées	**1999-2008**	13 189	1 620 477,7	17,1	122,9	2 079	110 298,8	21,0	53,1
	2008-2009	1 353	217 053,6	23,7	160,4	373	21 914,4	20,6	58,8
	Total partiel	14 542	1 837 531,3	17,6	126,4	2 452	132 213,2	20,9	53,9
Entreprises non franchisées	**1999-2008**	92 815	7 882 133,2	82,9	84,9	8 858	415 979,7	79,0	47,0
	2008-2009	6 493	699 374,5	76,3	107,7	1 606	84 530,7	79,4	52,6
	Total partiel	99 308	8 581 507,6	82,4	86,4	10 464	500 510,4	79,1	47,8
Total*	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 8 : Prêts et demandes d'indemnisation selon la taille des entreprises, de 1999 à 2009 — Programme FPEC

Taille des entreprises (recettes annuelles)*	Exercice	Prêts				Demandes d'indemnisation			
		Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Pourcentage de la valeur globale	Moyenne (milliers de dollars)
De 0 $ à 500 000 $	**1999-2008**	65 427	4 809 618,5	50,6	73,5	6 386	242 509,8	46,1	38,0
	2008-2009	4 593	440 133,1	48,0	95,8	1 078	47 353,8	44,5	43,9
	Total partiel	70 020	5 249 751,6	50,4	75,0	7 464	289 863,6	45,8	38,8
De 500 001 $ à 1 000 000 $	**1999-2008**	22 013	2 421 188,9	25,5	110,0	2 632	157 286,9	29,9	59,8
	2008-2009	1 917	270 129,9	29,5	140,9	568	35 912,1	33,7	63,2
	Total partiel	23 930	2 691 318,7	25,8	112,5	3 200	193 199,0	30,5	60,4
De 1 000 001 $ à 2 000 000 $	**1999-2008**	12 433	1 492 040,0	15,7	120,0	1 348	89 266,3	17,0	66,2
	2008-2009	952	144 290,2	15,7	151,6	244	17 209,2	16,2	70,5
	Total partiel	13 385	1 636 330,2	15,7	122,3	1 592	106 475,5	16,8	66,9
De 2 000 001 $ à 3 000 000 $	**1999-2008**	3 647	453 793,3	4,8	124,4	361	23 323,3	4,4	64,6
	2008-2009	230	36 628,9	4,0	159,3	60	3 766,5	3,5	62,8
	Total partiel	3 877	490 422,2	4,7	126,5	421	27 089,8	4,3	64,3
De 3 000 001 $ à 4 000 000 $	**1999-2008**	1 566	203 814,6	2,1	130,1	132	8 428,4	1,6	63,9
	2008-2009	93	14 949,2	1,6	160,7	14	1 066,5	1,0	76,2
	Total partiel	1 659	218 763,8	2,1	131,9	146	9 494,9	1,5	65,0
De 4 000 001 $ à 5 000 000 $	**1999-2008**	918	122 155,6	1,3	133,1	78	5 463,8	1,0	70,0
	2008-2009	61	10 296,9	1,1	168,8	15	1 137,1	1,1	75,8
	Total partiel	979	132 452,4	1,3	135,3	93	6 600,9	1,0	71,0
Total**	**1999-2008**	**106 004**	**9 502 610,9**	**100,0**	**89,6**	**10 937**	**526 278,6**	**100,0**	**48,1**
	2008-2009	**7 846**	**916 428,1**	**100,0**	**116,8**	**1 979**	**106 445,0**	**100,0**	**53,8**
	Total	**113 850**	**10 419 038,9**	**100,0**	**91,5**	**12 916**	**632 723,6**	**100,0**	**49,0**

** D'après les estimations de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

Tableau 9 : Résumé des activités financières par exercice — PPLA

Exercice	Contrats de location-acquisition			Recettes*	Dépenses				Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars)
	Nombre	Valeur (milliers de dollars)	Valeur moyenne (milliers de dollars)	Droits et frais (milliers de dollars)	Nombre	Demandes d'indemnisation réglées (milliers de dollars)	Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs (milliers de dollars)	Dépenses globales (milliers de dollars)	
2002-2003	57	8 773,7	153,9	210,6				0,0	210,6
2003-2004	124	16 208,5	130,7	480,2				0,0	480,2
2004-2005	288	26 006,5	90,3	864,7	1	11,3		11,3	853,4
2005-2006	441	37 977,7	86,1	1 351,3	17	503,7		503,7	847,6
2006-2007	588	47 292,3	80,4	1 797,9	16	443,1		443,1	1 354,9
2007-2008				836,1	36	690,7	(1,9)	688,9	147,2
2008-2009				509,9	105	3 893,7		3 893,7	(3 383,8)
Total**	**1 498**	**136 258,6**	**91,0**	**6 050,6**	**175**	**5 542,5**	**(1,9)**	**5 540,6**	**510,0**

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 p. 100 et des frais d'administration de 1,25 p. 100.*
*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*